

SOLIDAGRO

Rapport annuel 2024



Avec notre partenaire Dwagulu Dekkente pendant un journée de travail à Pomona (Melsele). Foto par Solidagro.



Avant-propos

Cher partenaire et sympathisant,

La paix. En 2024, elle semble de plus en plus lointaine. Pourtant, la paix est une condition essentielle pour construire ensemble, à l'échelle mondiale, des sociétés justes et une résilience écologique. La rhétorique guerrière semble trouver sans grand effort des budgets de milliards de dollars ou d'euros pour une défense renouvelée. Dans le même temps, il y a les coupes dans les programmes sociaux ...

2024 a également été une année électorale. Le nouvel accord de coalition contient un certain nombre de mesures d'austérité qui affectent directement Solidagro et nos partenaires. Par exemple, le gouvernement belge veut diminuer la réduction d'impôt pour les donations de 45% à 30%. Bien que cela ne soit qu'une petite goutte d'eau dans l'océan du budget belge, c'est un coup dur pour de nombreuses initiatives de solidarité internationale.

Selon la dernière note budgétaire, le budget pour la coopération internationale serait réduit de 25 %, sans que l'on sache exactement de quelle manière. Ce qui est clair, c'est qu'il s'agit d'une décision à courte vue, avec des conséquences concrètes sur le terrain et sur la position internationale de la Belgique. La coopération internationale n'est pas une question de charité, mais de justice.

Les dépenses de la Belgique en matière de solidarité internationale ne représentent que 0,4 % de son produit national brut. Les promesses passées étaient d'augmenter ce pourcentage à 0,7 %. Nous demandons qu'au moins 0,4 % soit maintenu afin que nous puissions continuer à apporter le soutien nécessaire aux initiatives agroécologiques qui contribuent à un système alimentaire juste.

La paix. Depuis des années, Solidagro soutient ses partenaires Bisan et Palestinian Agroecological Forum (PAF) en Cisjordanie, bien que leur travail ait été fortement entravé par les intimidations des occupants israéliens. Pour sécuriser leur travail, nous exigeons avant tout un cessez-le-feu immédiat dans toute la Palestine. En outre, la Belgique et l'Union européenne doivent user de leur influence pour mettre fin aux années de violations du droit international par Israël. Je vous invite vivement à lire notre position à ce sujet à la page 17.

Malgré le contexte difficile, nous militons pour un meilleur système alimentaire, grâce à des partenaires locaux bien informés. Un système qui ne détruit pas l'environnement, respecte les droits des agriculteurs et permet à chacun de manger sainement. Dans ce rapport annuel, nous présentons les principaux résultats que nous avons obtenus avec nos partenaires, notre personnel et nos sympathisants.

Pour 2025, mon principal souhait est le retour à une paix durable et la reconnaissance de l'importance de la coopération internationale par notre gouvernement. Mais votre reconnaissance a aussi une grande valeur pour nous. À tous ceux qui ont contribué à notre travail au cours de l'année écoulée, un grand merci !

Paul Verbeke
President de Solidagro



Table des matières

- 4 Que fait Solidagro ?
- 5 Les quatre domaines de l'agroécologie
- 6 Une année riche en travaux politiques
- 7 La décolonisation : un travail continuellement en cours
- 8 Belgique 
- 10 Bolivie 
- 11 Burkina Faso 
- 12 Les Philippines 
- 14 Mali 
- 15 Palestine 
- 18 Sénégal 
- 20 2024 en chiffres
- 24 Perspectives
- 25 Plan pluriannuel
- 26 Campagne 2025
- 27 Partenaires, équipe et colophon

Solidagro rend visite à son partenaire régulier Agrecol Andes à Totorá, en Bolivie. L'organisation soutient les agriculteurs par le biais d'investissements, de renforcement organisationnel et de plaidoyer politique. © Agrecol Andes

Que fait Solidagro ?

Nous mettons tout en œuvre pour que les citoyens et les agriculteurs et agricultrices défendent le droit à l'alimentation et à l'eau par le biais d'une agriculture durable et écologique. Dans la chaîne qui va de la production à la consommation, nous convainquons les organisations, les agriculteurs et agricultrices et les citoyens en Belgique et dans six pays partenaires de passer à l'agroécologie. En partenariat, nous renforçons les mouvements qui défendent l'agroécologie et plaidons auprès des gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques qui protègent la souveraineté alimentaire et encouragent l'agroécologie.

Nos projets

En collaboration avec des organisations d'agriculteurs et agricultrices, des partenaires locaux et des communautés vivant de l'agriculture, nous travaillons dans nos pays partenaires pour trouver des solutions concrètes :

- Soutenir des initiatives telles que la construction de jardins potagers, de puits, de systèmes d'irrigation, de banques de semences, l'introduction de cultures adaptées ;
- Soutenir les réseaux régionaux et nationaux qui renforcent le soutien à un système alimentaire agroécologique parmi les agriculteurs et agricultrices, les citoyens et les décideurs politiques ;
- Encourager la formation d'organisations d'agriculteurs et agricultrices afin qu'ils et elles soient plus forts pour faire valoir leurs droits et surmonter les difficultés communes, par exemple en achetant ensemble du matériel (semences, engrais, machines) ou en vendant la récolte ;
- Développer des fermes de démonstration où les agriculteurs et agricultrices et les organisations reçoivent une formation et un soutien en matière de fertilisation, de culture de légumes, d'alimentation saine ou de gestion d'une entreprise ou d'une coopérative.

En Belgique aussi, nous prenons des mesures en faveur de l'agroécologie, bien qu'elles concernent plus directement les citoyens que les agriculteurs et agricultrices. Nous réunissons les deux au sein des Brigades d'Actions Paysannes. Parallèlement, nous partageons notre approche internationale avec les réseaux belges Food Different et la Coalition contre la faim. Nous montrons ainsi que de nombreux défis et solutions dans le domaine de l'agriculture sont liés au niveau mondial.

Intégrité

Solidagro s'engage à faire preuve d'intégrité par le biais de son code de conduite que tous les employés, bénévoles et partenaires nationaux et étrangers ont signé. Vous pouvez lire ce code de conduite au bas de www.solidagro.be. Au sein de l'équipe, un responsable de l'intégrité (Tim De Roeck), une conseillère en intégrité (Elisa Tondeleir) et deux responsables des plaintes (Paul Verbeke et Birgit De Clerck) s'engagent en faveur d'une organisation saine et transparente.

Aucune plainte n'a été déposée auprès de la ligne d'intégrité de Solidagro en 2024. Vous pouvez déposer une plainte au bas de www.solidagro.be via «Contactez-nous».

Notes

Dans ce rapport annuel nous ne mentionnons que le genre masculin et féminin du mot 'agriculteur', laissant les identités de genre non binaire, transgenre et agender non mentionnées dans cette profession. Nous considérons nous-mêmes qu'il s'agit d'une lacune. Malheureusement, comme il n'existe pas encore de forme neutre en matière de genre pour cette profession, nous optons pour l'instant pour cette classification binaire.

Nos pays partenaires



Les quatre domaines de l'agroécologie

L'agroécologie reste une créature étrange et, pour certains, incompréhensible. Pour Solidagro, l'agroécologie est le mouvement, la pratique et la science de la manière dont l'agriculture et l'environnement peuvent se renforcer mutuellement de manière durable. Elle couvre quatre domaines.

1. L'écologie



L'Agroécologie (AE) **évite** le recours et la dépendance à des **produits chimiques agricoles**



L'AE **nourrit** la biodiversité et sol



L'AE renforce la **corrélation** entre les êtres humains, les animaux et les plantes



L'AE mise sur la **gestion de l'eau** en améliorant l'utilisation et le stockage de cette ressource

2. L'économie



En misant sur la **diversité des cultures** plutôt que sur la monoculture, le risque de perte de revenus dû aux ravageurs et aux mauvaises récoltes diminue



Les agriculteurs **contrôlent leurs propres ressources**. Ils n'ont plus à emprunter aux multinationales pour leurs semences, leur fumier et d'autres investissements



L'AE renforce le **marché local**. La production agricole n'est pas destinée à l'exportation



L'AE exige un **revenu juste pour les agriculteurs** et les agricultrices, leur donnant plus de résilience financière pour rendre leurs exploitations plus durables

3. La politique



L'AE veut le **contrôle des semences et des terres** entre les mains des agriculteurs, agricultrices et des citoyens



L'AE exige des **investissements** et des **politiques de soutien**



L'AE encourage les **agriculteurs et agricultrices** à faire entendre **leur voix** auprès des autorités

4. La société



La société est impliquée dans l'agriculture. Les citoyen·nes **savent d'où vient leur nourriture**



L'AE favorise les échanges entre agriculteurs pour **partager des connaissances**



L'AE encourage la **diversité** et la **solidarité** entre les groupes de population et autonomise les femmes et les jeunes

Notre année de travail politique

Quelle année ! Avec plus de 130 000 citoyens et 139 organisations, nous avons plaidé en faveur d'une législation européenne sur les semences qui jette les bases d'un système alimentaire véritablement durable et résilient. Cependant, les élections ont posé des défis. En effet, comment influencer la politique alors qu'aucun gouvernement n'a encore été formé ? Au niveau européen, influencer la politique s'est avéré être une question de longue haleine et de persévérance.

À l'automne, nous avons mené la campagne «Vivre sous le signe du goût» avec plusieurs partenaires. Ce faisant, nous avons attiré l'attention des décideurs politiques, entre autres, sur l'importance de la biodiversité des semences et sur les droits des agriculteurs et agricultrices à récolter, utiliser, partager et vendre leurs propres semences. Notre appel à l'aide a été entendu : le 23 septembre et le 12 décembre, nous avons été invités à l'Agence de l'agriculture et de la pêche maritime pour partager nos recommandations. Ce faisant, nous avons réitéré l'importance et le soutien de l'agroécologie.

Dans la note de politique agricole et horticole 2024-2029, Jo Brouns, ministre flamand de l'environnement et de l'agriculture, souligne déjà l'importance cruciale des variétés locales. Nous restons toutefois vigilants et critiques, car nous n'attendons la législation finale qu'en 2025, après de nombreuses négociations. Pour renforcer notre vision, nous avons envoyé une lettre ouverte à Jo Brouns et à l'ancien ministre fédéral de l'agriculture, David Clarinval.

Elections régionales flamandes

Dans le prolongement des 11 grandes lignes d'une politique agroécologique, Voedsel Anders a analysé l'accord de coalition flamand 2024-2029. Fait remarquable, la Flandre va enfin travailler sur une vision à long terme de l'agriculture, dans ses limites écologiques.



L'accord de coalition flamand 2024-2029 stipule que la Flandre travaillera enfin sur une vision à long terme pour l'agriculture, dans ses limites écologiques. Sur la photo : le gouvernement flamand Diependaele I.
Source : Vlaanderen.be



Le réseau agro-écologique Voedsel Anders collabore avec le ministre de l'agriculture Jo Brouns. Dans son nouveau document d'orientation, il souligne l'importance des variétés locales. Image de 2022 par © Always Hungry

Une telle vision n'est certainement pas prématurée. Pas plus tard qu'en juillet 2024, la Commission européenne a assigné la Flandre devant la Cour européenne de justice pour n'avoir pas pris de mesures suffisantes pour lutter contre la pollution par les nitrates. Il n'est plus possible de repousser les problèmes. Il est temps de s'y attaquer !

Des coalitions solides et des collaborations constructives seront essentielles dans les années à venir, afin que les pionniers de l'agroécologie puissent participer pleinement à l'élaboration d'une vision forte de l'agriculture flamande.

Avant-goût

Au cours de l'année à venir, nous mettrons l'épaule à la roue pour préparer la nouvelle politique agricole commune de l'Union européenne, qui entrera en vigueur en 2027. Nous plaçons pour une politique agricole ancrée dans une perspective internationale et agroécologique. Sur la base du principe 'Agir au niveau local, penser au niveau mondial', nous renforcerons notre travail politique européen par des échanges thématiques avec nos partenaires internationaux.



POUR ÊTRE FIER

513 citoyens ont signé la pétition européenne pour une loi sur les semences qui respecte les droits des agriculteurs et agricultrices et la biodiversité dans le cadre de la campagne 'La vie sans le goût'

La décolonisation : un processus continu

En 2024, l'ensemble de l'équipe internationale a pris de nouvelles mesures pour renforcer le soutien à la décolonisation. Nous l'avons fait en nous engageant pleinement à renforcer les partenariats égaux - un défi permanent au sein du secteur de la solidarité internationale. Mais qu'est-ce que le partenariat égalitaire ? Nous nous sommes mis d'accord sur six valeurs fondamentales pour une coopération durable avec les organisations partenaires. À partir de ces valeurs, nous élaborons un plan d'action pour l'avenir

La décolonisation modifie la façon dont la colonisation par les pays occidentaux (16e-20e siècles) est encore présente aujourd'hui dans notre mode de pensée, notre économie et les relations de pouvoir entre les pays et les territoires. Aujourd'hui encore, par exemple, les pays à revenu élevé pillent les ressources des pays à faible revenu. Pour Solidagro, une part importante de notre processus de décolonisation consiste à renforcer la culture du partenariat, avec l'égalité comme principe directeur. Car le véritable changement commence par la manière dont nous travaillons ensemble. Nous construisons cette culture sur la base de six valeurs fondamentales qui guident nos relations et notre façon de travailler.



PROPRIÉTÉ

Un partenariat équitable commence par la prise de conscience du fait que chaque organisation dirige sa propre voie. Cela implique le respect et la compréhension de l'autonomie de chacun : chaque partenaire détermine sa propre mission, sa propre vision, son propre fonctionnement et ses propres objectifs.



AUTONOMISATION

L'autonomisation est un processus de prise de conscience et de reconnaissance. Il part de l'idée que toutes les formes de connaissances et d'expériences sont précieuses. En reconnaissant cette richesse, nous pouvons atteindre ensemble des objectifs plus solides et mieux soutenus.



RECONNAISSANCE

Un partenariat équitable exige que l'on ne détourne pas le regard de l'inégalité. Il est essentiel de (re)reconnaître et d'aborder activement les relations de pouvoir historiques et actuelles - souvent enracinées dans le colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme.



PARTICIPATION

La véritable participation est une question de co-création : travailler ensemble sur un programme commun. Cela ne sera possible que si nous nommons et abordons les relations de pouvoir inégales.



RESPECT ET CONFIANCE

Le respect et la confiance sont indissociables. Le respect du point de vue, des connaissances et de l'expérience de chacun en constitue la base. La confiance se développe lorsque les gens ont le sentiment d'être traités équitablement, que leur voix est entendue et que la coopération est ouverte.



TRANSPARENCE

La transparence consiste à communiquer de manière claire, honnête et compréhensible, sans submerger qui que ce soit d'informations. Les informations importantes sont partagées dans le respect de la confidentialité. C'est ainsi que nous construisons l'ouverture et la compréhension mutuelle.

Perspectives

En 2025, nous nous engagerons auprès de nos partenaires : que signifie pour eux un partenariat équitable ? Quel rôle voient-ils pour Solidagro ? Que nous manque-t-il encore ? Ces conversations seront importantes - et parfois interpellantes - mais elles sont nécessaires. Heureusement, nous pouvons continuer à construire sur les fondations posées ces dernières années.

CONSEILS D'APPRENTISSAGE INTÉRESSANTS

Podcast : Le silence n'est pas une option, épisode Olivia Rutazibwa - Le racisme a un but

Film : Les enfants de la colonie - VRT Canvas

Livre : L'Afrique n'est pas un pays - Dipo Faloyin

Belgique

Comme nos pays partenaires, la Belgique joue un rôle dans le changement vers un système alimentaire durable. Il y a du travail à faire et nous nous retroussons les manches ! Nous défendons les agriculteurs et agricultrices et les citoyens par des actions telles que Février sans supermarché, des campagnes sur la biodiversité et diverses activités pour la jeunesse.

Au début de l'année 2024, les agriculteurs et agricultrices et leurs sympathisants se sont rendus en masse à Bruxelles pour manifester contre des décennies de politiques qui ont promu les économies d'échelle, le libre-échange et la science-fiction technologique comme solutions aux problèmes de notre agriculture. Solidagro estime qu'un virage à 180 degrés vers un système alimentaire agroécologique est à la fois nécessaire et possible.

Les manifestations ont montré que la politique actuelle a besoin d'un changement de cap. Les demandes des activistes : plus d'efforts pour faire respecter des prix équitables pour les produits agricoles et une répartition équitable de l'aide européenne pour permettre un système alimentaire durable. Nous avons soutenu leurs demandes et publié une lettre ouverte pour contrer la polarisation entre la nature et l'agriculture.



Manifestation d'agriculteurs et agricultrices le 1er février 2024.
© Brieuc Van Elst

Une chaîne courte, un impact important

Pour soutenir les agriculteurs et agricultrices, nous avons participé à Février sans supermarché. Pendant un mois, Solidagro a acheté autant que possible ses produits alimentaires directement auprès des agriculteurs et des producteurs et vous a invité à faire de même. Lorsque les agriculteurs et agricultrices vendent en circuit court - en sautant le plus grand nombre possible de maillons intermédiaires jusqu'au consommateur - ils peuvent déterminer eux-mêmes leur offre et leurs prix, indépendamment des chaînes de supermarchés, par exemple. Après tout, ces dernières engrangent beaucoup de bénéfices. L'agriculteur et l'agricultrice méritent un salaire équitable !

Pour les consommateurs, la chaîne courte ne présente pas que des avantages éthiques. Vous achetez des produits frais et de saison dont l'empreinte carbone est réduite. Nos propres produits sont également biologiques et donc plus sains. Vous en savez



également plus sur l'origine de vos aliments grâce à la chaîne courte, en raison du lien plus direct avec les personnes qui en sont à l'origine.

Dans le cadre de cette action, nous avons organisé un déjeuner local avec les différentes organisations présentes dans notre bâtiment, ainsi qu'un atelier avec Taste of Blur, au cours duquel nous avons fabriqué notre propre pain d'épeautre en utilisant de l'épeautre local. Nous avons ensuite dégusté des sandwichs faits maison avec de délicieux produits locaux.

L'agroécologie pour les jeunes

En mars, lors de la journée de l'inspiration organisée avec l'Université de Gand et la haute école de Gand, une centaine d'étudiants en biotechnologie et en ingénierie se sont familiarisés avec l'agroécologie. Par groupes, ils ont élaboré des idées créatives pour permettre la transition vers l'agroécologie à chaque maillon de la chaîne alimentaire. Quelques mois plus tard, à la haute école Odisee de Saint-Nicolas, nous avons accueilli l'agroécologiste américain Mark Shepard. Sa conférence sur l'agriculture durable et la gestion de l'eau a fourni des informations précieuses et a motivé les étudiants à sortir des limites des modèles agricoles traditionnels.

En outre, nous avons touché d'autres jeunes que ceux des établissements d'enseignement agricole. Avec Picknick Plein Public - un déjeuner durable pour les élèves de troisième année de l'enseignement secondaire - et des échanges entre des jeunes de Saint-Nicolas et de Tambacounda au Sénégal, nous avons impliqué les jeunes dans le mouvement agroécologique. En impliquant activement les jeunes et en les laissant réfléchir à des solutions, nous investissons dans une nouvelle génération qui comprend et promeut l'importance de l'agriculture durable.



Journée de l'inspiration 2024. © Tim Buhck.

La vie sans goût

Avec la campagne «Vivre sans goût», nous avons montré l'importance d'une nouvelle législation européenne sur les semences. Celle-ci pourrait permettre aux grandes entreprises (agro-industrie) d'exercer un plus grand contrôle sur les semences, ce qui entraînerait une diminution de la diversité des cultures. Or, une plus grande biodiversité est nécessaire pour un système alimentaire solide. Seules les cultures et les variétés qui peuvent évoluer localement au fil des générations sont suffisamment solides pour survivre aux conditions météorologiques extrêmes et aux maladies. Ces deux problèmes seront toujours plus fréquents en raison du changement climatique. La manière dont nos partenaires internationaux traitent la souveraineté des semences a également été abordée lors de la campagne.

Nous avons appelé à signer une pétition pour inciter les décideurs politiques à revoir la nouvelle loi et à protéger la biodiversité. En janvier 2025, 178 500 Européens avaient déjà signé cette pétition. Les brigades agricoles ont également travaillé sur les semences. Lors de leurs journées de travail en commun, elles ont discuté avec des agriculteurs et agricultrices du rôle des semences dans leur travail quotidien.

Soutenir le mouvement agroécologique

Outre l'accent mis sur les jeunes et la campagne de semences, nous avons consacré beaucoup d'efforts à Voedsel Anders et aux Brigades d'Actions Paysannes. Voedsel Anders est le réseau flamand pour l'agroécologie, avec 30 organisations membres dont Solidagro. En 2024, nous avons aidé le réseau à organiser les festivals Kiemkracht et Food.Film.Fest.



Chaque année, nous organisons le Kiemkracht, le festival de l'agroécologie en Flandre. Cette année, nous l'avons célébré du 7 au 9 mars au Vooruit à Gand.

Nous continuons également à développer Les Brigades d'Actions Paysannes en Flandre, une initiative avec nos partenaires Wervel et FIAN Belgium pour rapprocher les agriculteurs et agricultrices et les citoyens. Nous soutenons les agriculteurs et agricultrices agroécologiques par le biais de 22 journées de travail en commun et d'actions menées dans toute la Flandre.

Ensemble, nous renforçons le mouvement agroécologique et son influence sur les citoyens, les agriculteurs et agricultrices et les responsables politiques. Jusqu'à ce que tout le monde soit avec nous !



Jour ouvrable des Brigades d'Actions Paysannes à Oogstgoed Gentbrugge

« Désherber les chicorées, pique-niquer au soleil et apprendre à connaître les légumes oubliés tout en jouant : la journée de coopération à la ferme biologique de Goedinge a été une journée inspirante, pleine de mains dans la terre, de nouvelles idées et de belles rencontres. Je reviendrai sans aucun doute ! »

Ruben Van Daele,
participant aux Brigades agricoles
Brigades d'Actions Paysannes

Perspectives

Au début de l'année 2025, notre secteur a été durement touché. L'accord de coalition a révélé que moins d'argent serait consacré à la solidarité internationale. L'une des mesures consiste à réduire la déduction fiscale pour les dons de 45 % à 30 %. Un calcul froid et lourd de conséquences pour les organisations qui font la différence chaque jour et pour plus d'un million de Belges qui s'engagent en soutenant des associations caritatives.

Avec notre parapluie de solidarité internationale 11.11.11, nous sommes déjà descendus dans la rue pour convaincre les politiciens de l'importance de notre travail. La Belgique n'est pas une île. Aussi petits soient-ils, nous avons un rôle à jouer dans le monde !



POUR ÊTRE FIER

650 jeunes ont participé à nos activités

300 projections de films sur l'agroécologie
ont eu lieu pendant le Food.Film.Fest.

Bolivie

En 2024, les mouvements sociaux boliviens progressent à grands pas. Avec nos partenaires locaux, ils font campagne pour un système alimentaire plus durable. Les incendies de forêt à grande échelle, qui ont même contraint les écoles à fermer en raison de la fumée nocive, ont créé une forte unité au sein de la société civile et un appel massif au changement.

Le Mouvement agroécologique bolivien (MAB) a uni ses forces avec des réseaux solides et a présenté au président une feuille de route ambitieuse pour l'augmentation des investissements agroécologiques. Il a ensuite été invité à se rendre au ministère de l'agriculture, où le MAB collabore désormais à la stratégie nationale pour l'agroécologie avec le soutien de la coopération allemande au développement. Un pas important vers un avenir durable !

« En participant à la stratégie nationale, nous pouvons nous positionner clairement en tant que producteurs et vendeurs d'aliments sains »

Guadalupe Sermenio,
productrice du collectif Circuito Corto

Quel est le contenu réel de nos assiettes ?

Nous avons soutenu nos partenaires boliviens dans leur campagne «Enlevez le poison de votre assiette, mangez des aliments sains». Cette campagne a bénéficié d'une grande attention de la part des médias de Cochabamba et des médias nationaux de La Paz. L'élément déclencheur a été la recherche menée par le partenaire Agrecol Andes, qui a montré qu'il y a une quantité alarmante de pesticides dans les aliments que les Boliviens consomment tous les jours, tels que la tomate, la laitue, le céleri, la pomme de terre, le maïs et le blé. Au cours de la campagne, les partenaires ont informé les consommateurs sur les alternatives agroécologiques plus saines. La campagne a été un grand succès et a attiré l'attention des médias nationaux.

Les jeunes se font entendre

Avec le soutien du partenaire Gaia Pacha, plus de 20 organisations de jeunesse ont uni leurs forces au sein de Juventud Consciente ('jeunesse consciente'). Ce réseau dynamique a présenté un manifeste puissant au gouvernement de Cochabamba, avec des demandes claires pour la sécurité alimentaire, la sécurité de l'eau et une plus grande participation des jeunes. Leur énergie et leur coopération ne cessent de croître et le réseau s'étend rapidement au niveau national.

Pojo fournit de l'eau après 15 ans de sécheresse

Avec le soutien de Solidagro, du Fonds Elisabeth & Amelie et d'Agrecol Andes, les habitants de Rodeo Adentro à Pojo ont construit un système d'adduction d'eau. Cela a permis à 35 familles, au centre de santé et à l'école - dont les élèves viennent



Solidagro visite un projet d'Agrecol Andes à Totorá. Grâce au stockage de l'eau et à un système d'irrigation, les agriculteurs résistent mieux à la sécheresse © Agrecol Andes

de six villages environnants - d'avoir accès à de l'eau propre, alors qu'au cours des 15 dernières années, ils dépendaient de la municipalité, qui apportait l'eau par camion. Le village utilise également l'eau pour irriguer les jardins potagers.

«Pour accéder à l'eau, nous avons dû construire 7 kilomètres de tuyaux. Nous avons tous contribué : le gouvernement de Pojo, la communauté et Agrecol Andes», a déclaré Ing Cesar Coria, maire de Pojo. Il a également approuvé une loi visant à protéger les zones où l'eau est recueillie (les «zones d'infiltration»). Cette protection sera assurée en partie par l'agriculture forestière.

La Bolivie brûle, que faire ?

Au cours de la dernière décennie, la Bolivie a adopté un ensemble désastreux de lois favorisant la déforestation. La principale d'entre elles est la douteuse loi 741, qui autorise l'incinération de terres d'une superficie maximale de 20 hectares. Rien qu'en 2024, les conséquences ont été dévastatrices : 4 millions d'hectares de forêts et de pâturages ont été brûlés, ainsi que plus d'un million d'animaux sauvages, plusieurs communautés indigènes ont été touchées et la pollution de l'air affecte la santé publique dans toute la Bolivie. Plusieurs communautés indigènes ont été touchées et la pollution de l'air affecte la santé publique dans toute la Bolivie.

Perspectives

Des élections nationales auront lieu en Bolivie en août 2025. Dans l'intervalle, une lutte féroce pour le pouvoir fait rage entre l'actuel président Luis Arce et l'ancien leader paysan et président Evo Morales du même parti, Movimiento al Socialismo (MAS). Cette lutte provoque des divisions et des conflits majeurs, y compris dans les zones de travail des partenaires. Nous nous attendons à de grands défis, mais peut-être aussi à des opportunités pour mettre l'agroécologie à l'ordre du jour des politiciens.



POUR ÊTRE FIER

35 médias ont annoncé la campagne « Débarassez votre assiette du poison, mangez des aliments sains !

1500 citoyens ont visité le marché agroécologique pendant la campagne

Burkina Faso

Dix ans. Cela fait dix ans que le peuple burkinabé souffre des conflits entre les groupes armés et les forces gouvernementales et internationales. Aujourd'hui, plus de 2 millions de personnes sont réfugiées. Dans ce contexte, l'agroécologie offre une perspective d'avenir à ceux qui doivent repartir ailleurs. Nos partenaires soutiennent l'agriculture biologique à petite échelle comme solution durable. Ce faisant, Solidagro ne travaille pas dans des zones de conflit et ne fournit pas d'aide humanitaire. La plupart des agriculteurs et agricultrices avec lesquels nous travaillons ne sont pas directement touchés par la violence.

La crise des réfugiés laisse des traces profondes. Dans les seules communes de Zabré, Zoaga et Zonsé, où opère notre partenaire PAG-LA-YIRI, 4 000 personnes déplacées sont arrivées. PAG-LA-YIRI, un réseau de femmes rurales, en collaboration avec les administrations locales, a recensé les besoins et aidé les familles à partir. Les nouveaux arrivants ont été intégrés dans les coopératives agricoles existantes, ont eu accès aux connaissances agroécologiques et ont reçu une formation en leadership et en communication. Le partenaire APEDR (Association pour la Protection de l'Environnement et du Développement Rural) a également offert des perspectives : plus de 100 personnes déplacées ont pu travailler sur un site agroécologique où elles cultivent des aliments pour leur propre consommation et pour le marché.

Engagement et participation

Dans tous les villages des communes concernées - Nandiala, Yako, Zabré et Mogtédou - plus de 200 organisations locales et groupes d'agriculteurs et agricultrices ont uni leurs forces pour faire connaître l'agroécologie. Leur participation massive à des événements tels que la Journée mondiale de l'alimentation à Yako, la foire aux semences à Nandiala, les formations du cadre de concertation agroécologique à Zabré et la foire aux produits à Mogtédou témoigne d'un engagement croissant. Des maraîchers aux agriculteurs saisonniers, la conviction que l'agriculture durable est un moteur de changement grandit partout.

La Journée mondiale de l'alimentation, organisée en novembre par notre partenaire APEDR, a constitué un moment fort. Des agriculteurs et agricultrices, des jeunes, des décideurs politiques et des experts se sont réunis pour débattre de questions telles que l'accès aux semences, les droits fonciers et l'impact du changement climatique. Un marché agroécologique a également été organisé pour montrer qu'il est logique de générer un revenu avec des aliments biologiques, sains et locaux. Nous avons soutenu cette initiative avec nos partenaires pour faire passer le message qu'il est possible de changer le système agricole étape par étape, même dans un pays en crise.



Marché agro-écologique lors de la Journée mondiale de l'alimentation à Yako © APEDR

Un mouvement se développe

Solidagro a soutenu pas moins de 176 coopératives agricoles au Burkina Faso en 2024. Elles ont reçu des conseils en matière de techniques agroécologiques, de droits de l'homme et de participation citoyenne. Parallèlement, nous avons encouragé la production d'engrais locaux et durables. Bien que le gouvernement consacre moins de 1 % du budget national à l'agroécologie, le mouvement se développe à partir de la base.

Perspectives

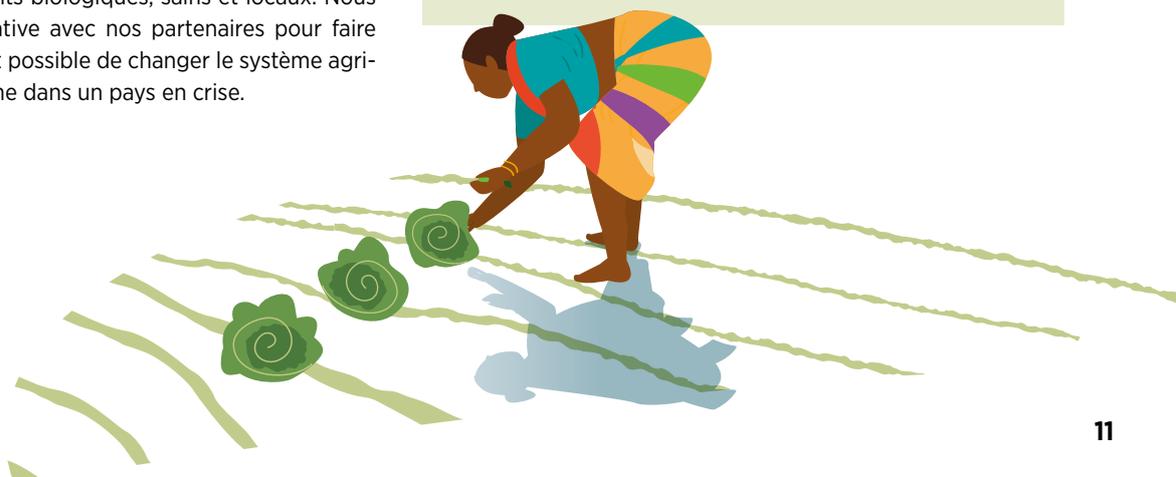
L'année prochaine, nous renforcerons la communauté agroécologique de Zabré et soutiendrons davantage les coopératives agricoles dans leur développement. Nous nous engageons à adopter une approche fondée sur les droits et à partager les bonnes pratiques - en abordant les aspects environnementaux, économiques et sociaux - afin de continuer à renforcer la résilience de l'agriculture à petite échelle dans la région.



POUR ÊTRE FIER

5100 agricultrices et **3700** agriculteurs
maîtrisent les techniques agroécologiques et
défendent leur autonomie.

176 coopératives agricoles, dont 94 coopératives
d'agricultrices, ont été soutenues par nos soins de
2022 à 2024.



Les Philippines

En 2024, les Philippines ont été confrontées à une grave sécheresse due à El Niño et au changement climatique. L'importance de l'agroécologie est devenue d'autant plus évidente, et les agriculteurs et agricultrices ont donc accueilli favorablement les méthodes proposées par nos partenaires, comme la culture de riz résistant à la sécheresse sur des champs gérés par l'ensemble de la communauté. Ainsi, les partenaires ont non seulement amélioré l'accès à la nourriture, mais aussi renforcé les liens communautaires.

Comme nous l'avons montré dans la campagne 'Vivre sans goût', les agriculteurs et agricultrices philippin(e)s sont préoccupés par la loi sur le développement de l'industrie des semences. Cette loi menace de restreindre leur droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences. C'est pourquoi notre partenaire MASIPAG a organisé la conférence Binhi (traduit : 'semences') en avril, au cours de laquelle les agriculteurs et agricultrices et les militants ont signé un manifeste visant à stopper les projets politiques et à défendre les pratiques agricoles durables.

En outre, MASIPAG et d'autres groupes d'agriculteurs et agricultrices s'opposent à l'adhésion des Philippines à l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales), qui restreint la liberté des agriculteurs et agricultrices. En fait, l'adhésion pourrait conduire à des monopoles, à une diminution de la biodiversité et à un moindre contrôle des agriculteurs et agricultrices sur leurs semences. Actuellement, le gouvernement philippin a «initié» l'adhésion, mais n'est pas encore membre. La Belgique est membre depuis des années, tout comme 79 autres pays.

Fête des cultures indigènes : Gulay pa more

Plus de légumes, plus de biodiversité ! Tel était le message du festival Gulay pa more ('Plus de légumes !'), organisé par le réseau national Agroecology X à Metro Manila. Nous soutenons ce réseau administrativement et financièrement dans le cadre de notre programme. Gulay pa more a mis en avant la diversité des cultures indigènes comme contrepoids à la monoculture et aux semences hybrides uniformes. Il y avait un marché, de la musique et des ateliers. Avec 5 000 visiteurs et une grande attention de la part des médias locaux, ce fut un grand succès.

John Sherwin Felix, coorganisateur de l'événement, explique : «Nous voulons créer un espace sûr et inclusif pour les peuples autochtones, les activistes, les agriculteurs et agricultrices et d'autres personnes. Nous devons remettre en question les structures qui perpétuent l'injustice et l'inégalité dans la manière dont notre nourriture est cultivée, distribuée et valorisée.»



Gulay pa more : festival des cultures indigènes à Manille. © Agroecology X

Les jeunes en action pour le climat

Les jeunes jouent un rôle clé dans l'avenir de l'agriculture durable. Notre partenaire CCNCI (Climate Change Network for Communitybased Initiatives) a organisé un camp de jeunes sur l'environnement et la justice climatique avec la Bicol Farmers School. Les participants se sont familiarisés avec la protection de l'environnement et les techniques d'agriculture durable afin de pouvoir agir eux-mêmes au sein de leurs communautés.

Le CDPC (Center for Development Programs in the Cordillera), un réseau de 16 organisations de défense des droits de l'homme dans la région de la Cordillère, s'adresse également aux jeunes et aux agriculteurs et agricultrices débutant(e)s. À Kalinga, ils ont reçu une formation pratique à l'agriculture biologique, notamment à la fabrication d'engrais naturels à base de feuilles et à la lutte biologique contre les parasites à l'aide de plantes telles que le paswik, le madre de cacao et le tagumbao.

« Nous cultivons des légumes biologiques et utilisons les déchets de cuisine comme engrais. Nous parlons des prix élevés, des bas salaires et des droits de l'homme. Notre temps libre est devenu productif. »

Thelma,
responsable d'un projet de jardin urbain

Jardins urbains : des friches aux jardins prospères

Bonnes nouvelles de Quezon City ! Grâce aux efforts de lobbying, une ordonnance a été adoptée qui permet désormais d'utiliser les terres en jachère du district de Bakal pour l'agriculture urbaine. La communauté locale, soutenue par le partenaire local PNFSF (Réseau philippin des programmes de sécurité alimentaire), s'est engagée à transformer ces terres en jardins urbains florissants.

Il s'agit d'un des projets du PNFSF visant à renforcer le lien entre la nature et les habitants des villes et à rendre les communautés plus résistantes aux effets du changement climatique.





Jardin municipal à Sitio Bakal, août 2024. © PNFSP



POUR ÊTRE FIER

18 000 citoyens ont participé aux campagnes et activités des partenaires sur le droit à l'alimentation et l'agroécologie.

207 communautés prônent l'agriculture agroécologique d'ici à la fin de 2024 et appliquent ses pratiques.

600 acteurs locaux (gouvernements, universitaires, ONG, jeunes...) ont soutenu les communautés en leur apportant leur expertise, leurs ressources et leur soutien.

Sous les feux de la rampe : 30 ans de coopération avec le CDPC dans la Cordillère !

« 250 communautés touchées équivaut à soutenir plus d'un cinquième des communautés de la Cordillère, soit plus de 65 000 personnes. Nous sommes fiers de cet impact. »

Julie Mero, directrice du CDPC

Depuis 30 ans, nous travaillons avec le CDPC et la province de Flandre orientale dans la Cordillère, où les communautés (dont 60 % d'indigènes vivant sur des terres ancestrales) défendent leurs droits et leurs terres. Le CDPC soutient les organisations d'agriculteurs et agricultrices, renforce les connaissances traditionnelles et propose des formations sur l'agriculture durable et la résistance au changement climatique.

Julie Mero, directrice du CDPC, déclare : « Au fil des ans, le partenariat a renforcé le CDPC. Nous avons maintenant atteint quelque 250 communautés avec plus de 400 projets. Par exemple, nous installons des panneaux solaires pour l'éclairage et des pompes à eau pour l'irrigation. Souvent, l'irrigation est nécessaire pour se lancer dans l'agriculture et les communautés manquent de ressources pour le faire ».



Visite de travail de Solidagro et de la Province de Flandre orientale au CDPC en 2016, Kalinga. © Solidagro

La Cordillère

Les Philippines

Mali

La violence des rebelles au Mali se poursuit et la crise humanitaire s'aggrave jusqu'à aujourd'hui. Heureusement, dans les zones où opèrent nos partenaires, il est possible de continuer à travailler en toute sécurité autour de l'agroécologie. En investissant dans l'agriculture durable, la gestion de l'eau et la bonne gouvernance, nous nous engageons en faveur d'une agriculture équitable, sociale et respectueuse de l'environnement.

« Ce que nous avons vu en 2024 est vraiment impressionnant : des milliers d'agriculteurs et agricultrices mettent en œuvre les techniques agroécologiques qu'ils ont apprises lors de nos formations. Ils sont toujours soutenus par leurs communautés dans cette démarche. »

Alain Traoré,
représentant de Solidagro au Mali

Bien que les projets agroécologiques n'aient guère bénéficié d'un soutien national en raison des problèmes de sécurité, Solidagro a reçu un appui au niveau municipal. C'est ainsi que l'agroécologie a été intégrée au plan de développement socio-économique de Konobougou. Sur une période de cinq ans, les investissements dans l'agroécologie seront augmentés.

Amélioration de la gestion de l'eau

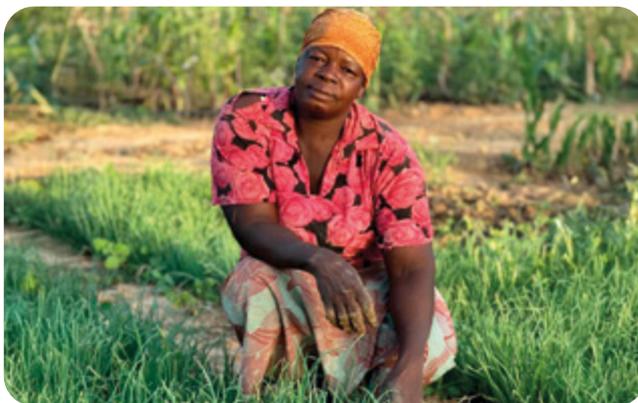
À Kalaké, Konobougou et Siby, la pénurie d'eau exerce une pression sur l'agriculture, aggravée par le changement climatique et le manque d'infrastructures. C'est pourquoi nous travaillons avec l'ARAFD (Association Recherche Action Femmes et Développement) et le GAAS-Mali (Groupe d'Animation et Actions au Sahel) pour construire des puits et des conduites pour l'irrigation au goutte-à-goutte, entre autres. Grâce à l'engagement actif des communautés, l'accès à l'eau s'est amélioré.

Les femmes prennent les devants

Lors de l'évaluation du programme, il a été constaté que les femmes du Mali prennent réellement l'initiative en matière d'agroécologie et de coopératives (agricoles). Grâce à leurs expé-



Approvisionnement en eau avec la communauté de Dembougou et notre partenaire local ARAFD. © ARAFD



Sylla Minata Haidara, membre de la coopérative de femmes agricultrices BENKADI à Noukoula, soutenue par notre partenaire local GAAS Mali.

riences positives en matière d'agroécologie, telles qu'une meilleure santé, un environnement plus propre et un revenu supplémentaire qui leur donne plus d'indépendance, elles sont des ambassadrices convaincues. En outre, elles excellent dans la solidarité, l'organisation et le sens des responsabilités. Bien qu'il soit encore tôt, ces coopératives pourraient se transformer en un mouvement social plus large au Mali, à condition que davantage de structure, de renforcement et de vision politique soient créés.

Des communautés plus fortes grâce à la bonne gouvernance

Dans trois communautés, les dirigeants ont appris à renforcer le développement de leurs communautés par le biais des droits de l'homme. Ils ont enregistré des terres agricoles, élaboré des plans de village et amélioré l'administration. Les doutes du début se sont transformés en enthousiasme, surtout lorsqu'il s'est avéré que cela générerait également des revenus supplémentaires. Alain Traoré, représentant national : « Nous avons formé 93 conseillers municipaux à l'approche des droits et au droit à l'alimentation. Cela renforce non seulement leurs connaissances, mais aussi leur rôle de gardiens des droits de l'homme. »

Perspectives

En 2025, nous étendrons nos formations sur l'approche fondée sur les droits afin que davantage d'agriculteurs puissent faire valoir leurs droits et renforcer leur rôle au sein de la communauté. En outre, nous continuerons à organiser des formations avec des partenaires locaux sur les alternatives aux pesticides et aux engrais chimiques.



POUR ÊTRE FIER

1550 agricultrices et 1950 agriculteurs
maîtrisent les techniques agroécologiques et peuvent
mieux protéger leur droit à l'alimentation.

93 conseillers municipaux ont appris quels sont leurs
droits et obligations en matière de politique agricole
grâce à des sessions de formation.

Palestine

Au cours des deux dernières années, nous avons fait des pas de géant vers une agriculture autonome et durable avec le Bisan Center for Research and Development. Dans un contexte d'occupation permanente, d'accaparement des terres et d'insécurité économique, nous avons renforcé les communautés grâce à des projets innovants et à un renforcement ciblé des capacités.

Les agriculteurs et agricultrices palestinien(ne)s sont confrontés quotidiennement à des défis majeurs. Les terres sont confisquées illégalement, les marchés sont détruits et l'accès aux terres agricoles est rendu difficile par les postes de contrôle et la violence des colons. Malgré cela, Bisan et Solidagro ont trouvé un moyen d'offrir de l'espoir grâce à l'agroécologie - une approche qui combine la durabilité, la sensibilisation à l'environnement et l'autosuffisance économique. Ce modèle aide les agriculteurs et agricultrices à garder le contrôle de leurs terres et de leurs ressources malgré des conditions difficiles.

Croissance des fermes modèles

Dans notre rapport annuel 2023, vous avez pu lire que nous avons soutenu Bisan dans le démarrage de deux fermes modèles où les agriculteurs et agricultrices apprennent l'agroécologie en pratique. La première, à la ferme Nubani près de Ramallah, est pleinement opérationnelle et comprend un endroit pour (apprendre à) faire du compost, une ferme de vers et des salles pour les cours théoriques et pratiques.

La seconde, Madama Farm à Naplouse, n'est pas encore achevée, mais fournit déjà du travail à cinq familles. La production est passée des légumineuses à un large éventail de cultures telles que les figes, les raisins, les choux et les pommes de terre. La diversification, la plantation d'arbres et la gestion de l'eau sont en cours de développement. Par rapport à l'année dernière, la récolte est beaucoup plus importante et plus variée.



Al Nubani Farms © Saad Dagher

La connaissance, c'est le pouvoir

Les formations organisées par Saad Dagher, du Palestinian Agroecological Forum, sont couronnées de succès. Les agriculteurs et agricultrices, les coopératives agricoles et les citoyens qui souhaitent cultiver leur propre nourriture se familiarisent avec le compostage, la lutte naturelle contre les parasites, la gestion des sols et l'irrigation. En apprenant aux participants comment diffuser ces connaissances («former le formateur»), nous touchons davantage d'agriculteurs et agricultrices.

L'impact des sessions est attesté par les récits de participantes telles qu'Amina Abu Zinaid, qui organise désormais ses propres ateliers et cultive des pleurotes biologiques. Bayaan Quteit a également commencé à donner des ateliers aux femmes de son village près d'Hébron. Sa ferme a réussi à produire des choux de plus de 6 kg en 40 jours.



Formation à la création d'une station de compostage (Ferme Al-Falah, Kafr Naama) © Bisan

« L'agriculture n'est pas seulement une question d'alimentation, mais aussi de justice. Grâce à la formation, j'ai compris comment l'agroécologie fait la différence pour les gens et l'environnement. J'utilise ma voix pour en convaincre d'autres ».

Hala Barahmeh, activiste sociale et participante à la formation en agroécologie



Semer pour changer

En décembre 2023, Bisan a distribué des semences pour soutenir les agriculteurs et agricultrices qui ont perdu leurs revenus à cause de l'occupation. Plus de 150 travailleurs de Tulkarm et de Naplouse ont reçu des semences produites par la coopérative de femmes Judur Nursery. Ces semences de blé, de fèves, de pois et de radis, entre autres, peuvent être multipliées par les agriculteurs eux-mêmes, ce qui n'est pas le cas des semences hybrides des grandes entreprises agrochimiques. Ils ont également reçu un manuel sur le compostage et d'autres pratiques agricoles durables. Le succès de la campagne a été renforcé par la collaboration avec Judur Nursery, qui a contribué à la qualité et à la durabilité des semences distribuées.

« En distribuant des semences et en organisant des formations, nous aidons les agriculteurs et agricultrices à reconstruire leur vie. Dans un contexte d'occupation et de pauvreté, ce ne sont pas de petites choses - ce sont des étapes vers l'indépendance économique et la dignité. »

Ubai Al-Aboudi, directeur du Centre Bisan pour la recherche et le développement



Distribution de semences par Judur Nursery © Bisan

Croître malgré l'Oppression

Le projet a également connu des revers. Les colons israéliens ont incendié des terres agricoles et détruit des marchés, comme celui de Hisbeh à Ramallah. Des terres ont été prises illégalement, comme la ferme Retaj à Asira Al-Qibliyeh, laissant les agriculteurs et agricultrices dans une situation financière plus difficile que jamais. Malgré ces obstacles, Bisan a pu aider les agriculteurs et agricultrices en leur apportant des connaissances pratiques, du matériel et en les mettant en contact avec des collègues.

Ubai Al-Aboudi, directeur de Bisan, a déclaré ce qui suit : « Il n'existe pas de chiffres complets ou fiables sur le nombre d'agriculteurs et agricultrices arrêté(e)s, harcelé(e)s, maltraité(e)s ou tué(e)s en Cisjordanie. Ce qui est certain, c'est que tous les agriculteurs et agricultrices avec lesquels nous travaillons, sans exception, ont subi au moins une forme de violation des droits de l'homme de la part de la puissance occupante. Ces violations vont de l'agression physique et verbale à l'exclusion sociale, en passant par l'intimidation, les attaques contre le matériel agricole et la détention prolongée aux postes de contrôle militaires. Ces violations menacent non seulement la sécurité des agriculteurs, mais aussi leur liberté de mouvement et leur capacité à mener à bien leurs activités agricoles ».

Perspectives

Des travaux sont actuellement en cours pour établir deux autres fermes modèles et lancer officiellement le mouvement agroécologique en Palestine. L'objectif est de créer un modèle d'agriculture circulaire qui renforce la résilience des communautés. Avec l'agroécologie comme réponse à des décennies d'oppression, les agriculteurs palestiniens construisent non seulement leur propre avenir, mais aussi un modèle agricole juste pour l'ensemble de la région. L'espoir réside dans les terres qu'ils cultivent, les graines qu'ils plantent et les communautés qu'ils renforcent.



POUR ÊTRE FIER

150 travailleurs agricoles ont reçu des semences agricoles à multiplier pendant la campagne.

68 nouveaux agriculteurs et agricultrices ont reçu une formation en agroécologie

La colonisation de la Palestine : notre position

En tant que membre de la communauté internationale et ONG travaillant en Palestine, il est important de faire entendre notre voix contre l'oppression des Palestiniens. Nous nous joignons à l'appel mondial en faveur d'un cessez-le-feu permanent et exigeons la fin du génocide du peuple palestinien et du régime d'apartheid mis en place par Israël depuis sa création en 1948.

Cette position s'inspire des connaissances, des histoires et des expériences d'autres citoyens, organisations et collectifs qui œuvrent pour un monde plein d'amour, de respect et de compréhension.

Nous présentons nos condoléances aux innombrables familles qui ont perdu des êtres chers, à leurs nuits blanches, à leurs crises de panique et d'angoisse et à leurs discussions épuisantes. Votre résistance, votre amour, votre persévérance et votre énergie sont une source d'inspiration pour nous.

Par une politique de colonisation et d'apartheid, le gouvernement israélien a restreint la liberté de mouvement, les droits de l'homme et la souveraineté des citoyens palestiniens pendant des décennies. Depuis le 7 octobre 2023, la violence de l'armée israélienne ne connaît plus de limites. Des dizaines de milliers de civils palestiniens, en particulier des femmes et des enfants, sont déjà morts à cause du génocide. Le système agricole et alimentaire palestinien est systématiquement détruit. À Gaza, l'accès aux produits de première nécessité (nourriture, eau, soins de santé, électricité, etc.) est sévèrement coupé et les secteurs de l'agriculture et de la pêche s'effondrent presque complètement. Cette situation entraîne un niveau d'insécurité alimentaire sans précédent et une famine aiguë. Dans le même temps, les citoyens palestiniens de Cisjordanie subissent une oppression économique constante, une fragmentation territoriale et des obstacles à une production alimentaire durable.

Nous appelons tous les gouvernements à

1. Dénoncer tout soutien direct ou indirect à Israël tant qu'il existe un régime génocidaire et d'apartheid, que la liberté de circulation est supprimée et que le droit au retour de centaines de milliers de réfugiés palestiniens n'est pas respecté ;
2. Prendre des mesures pour protéger les civils palestiniens d'une famine aiguë en faisant pression sur le gouvernement israélien pour que l'aide humanitaire soit largement autorisée ;
3. Promouvoir activement la souveraineté alimentaire des Palestiniens, la justice foncière et les droits des agriculteurs et agricultrices. Cette démarche doit être ascendante, c'est-à-dire émaner des citoyens palestiniens et non des intérêts géopolitiques et économiques d'une minorité. Le droit à une alimentation saine pour tous grâce à l'agroécologie peut jouer un rôle important à cet égard.

En tant que citoyen, vous pouvez soutenir les Palestiniens

1. Participez aux actions partagées sur peace.be ou organisez vous-même une action ;
2. Suivez l'actualité, par exemple via les mises à jour sur vrt.be ;
3. Boycotter économiquement Israël en cessant d'acheter aux entreprises figurant sur la liste de bdsmovement.net (BDS signifie Boycott, Désinvestissement et Sanctions) ;
4. Partager les histoires des Palestiniens, leurs luttes et leurs demandes de liberté et de fin de l'occupation.



Sénégal

Après une année 2023 dynamique avec de nombreux nouveaux projets autour de l'agriculture durable au Sénégal, nous avons continué à les soutenir en 2024. Nos partenaires dans le bassin arachidier de la rivière Sine Saloum ont travaillé autour des problèmes historiques de la monoculture et ont renforcé la résilience économique de plusieurs communautés agricoles.

Au niveau national, nous avons vu des signes encourageants de promotion de l'agroécologie. Le gouvernement a promis des subventions et une nouvelle unité de production d'engrais organiques. Pour de nombreux agriculteurs et agricultrices, les fonds promis se font toujours attendre. Dans l'ensemble, les contacts sont positifs entre le partenaire CNCR (Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux) et le nouveau ministre de l'agriculture. Le CNCR plaide en faveur d'une législation plus agroécologique.

Percée locale : les maires optent pour l'agriculture durable

Nous avons obtenu plus de succès auprès des gouvernements locaux. Par exemple, les maires de quatre municipalités où nous travaillons à Toubacouta ont exprimé leur soutien à la campagne climatique de nos partenaires ANPDI (Association Nationale des Programmes de Développement Intégré), Caritas Koalack, CNCR, Fédération And Liggey Niombato Toubacouta et Dytael de Foundiougne. Les politiciens ont rejeté les pesticides et les engrais chimiques lors du forum que nous avons organisé pendant la campagne, un changement clair dans la mentalité des gouvernements locaux. Quelque 200 agriculteurs et agricultrices, experts et décideurs politiques ont participé au forum.



Lors de la campagne sur le climat, les maires se sont prononcés contre les engrais chimiques et les pesticides © ANPDI



La caravane pour le climat et l'agroécologie à Toubacouta

La caravane du climat : des communautés en mouvement

Toujours pendant la campagne, une caravane a traversé les communes de Keur Saloum Diané, Toubacouta, Keur Samba Gueye et Nioro Alassane Tall. Les partenaires ont ainsi mobilisé de nombreux citoyens pour leur parler d'action climatique et de durabilité. Les caravanes sont populaires en Afrique de l'Ouest pour atteindre les citoyens d'une manière simple et répondre directement aux questions locales concernant la déforestation, la désertification et l'utilisation durable des terres.

Notre représentant sur place, Doudou Diallo, explique que les municipalités ont été motivées pour travailler en étroite collaboration afin de discuter du changement climatique. «Personne ne peut mobiliser les citoyens aussi bien que les municipalités elles-mêmes, et nous leur en sommes reconnaissants», a-t-il déclaré. Quelque 2 500 citoyens ont assisté aux discours, dont un grand nombre ont entendu parler de la campagne par l'intermédiaire de trois stations de radio locales et de la RTS (Radiodiffusion Télévision Sénégalaise), l'organisme national de radiodiffusion.

« Personne ne peut mobiliser les citoyens aussi bien que les municipalités elles-mêmes, et nous leur en sommes reconnaissants. »

Doudou Diallo,
notre représentant au Sénégal

Impact vert dans l'éducation et avec des coopératives d'agricultrices

Avec Caritas Koalack (Koalack est l'une des 14 régions du Sénégal, située dans le sud-ouest du pays), nous avons eu un impact par le biais de l'éducation environnementale dans les écoles, où les élèves ont planté des cocotiers, entre autres, pour souligner l'importance du reboisement par l'agroforesterie. L'une des écoles a créé un jardin potager dans ce contexte. Une coopérative d'agricultrices a également reçu une parcelle horticole et une formation pour l'entretenir de manière durable et productive. Ces initiatives ont permis de renforcer les communautés et de promouvoir des moyens de subsistance durables.

Une situation gagnant-gagnant

Dans la lignée de 2023, nous avons travaillé avec ANPDI autour de l'élevage de chèvres afin d'offrir des salaires équitables et d'augmenter la production dans ce secteur. Les 124 femmes formées à la traite des chèvres dans le cadre de 2023 ont bénéficié de revenus stables tout au long de l'année, car ANPDI a proposé aux cantines scolaires de Toubacouta de devenir des clientes régulières.

La gouvernance inclusive, moteur du changement

L'année dernière, le partenaire CNCR a soutenu le lancement d'une plateforme de concertation dans la région de Foundiougne. Cette année, cette plateforme a de nouveau rassemblé différents acteurs : élus locaux, porte-parole de 40 coopératives agricoles, experts et citoyens. Bien que les progrès aient été variables selon les communes, on a pu constater que les plateformes de concertation ont permis d'obtenir des décisions plus appuyées de la part de l'administration.

Perspectives

Nous prévoyons d'intensifier les formations agroécologiques actuelles, en mettant l'accent sur la lutte contre l'appauvrissement des sols grâce aux engrais organiques. Nous prévoyons également d'étendre les plateformes de concertation afin que davantage de communautés participent à la prise de décision. Enfin, nous renforcerons les partenariats avec le CNCR, Caritas Koalack et ANPDI sur l'éducation environnementale, le reboisement et l'agriculture durable.



POUR ÊTRE FIER

2500 citoyens ont rejoint la caravane sur le changement climatique qui a traversé quatre municipalités

64 écoliers ont participé à une formation sur l'environnement et l'agroécologie

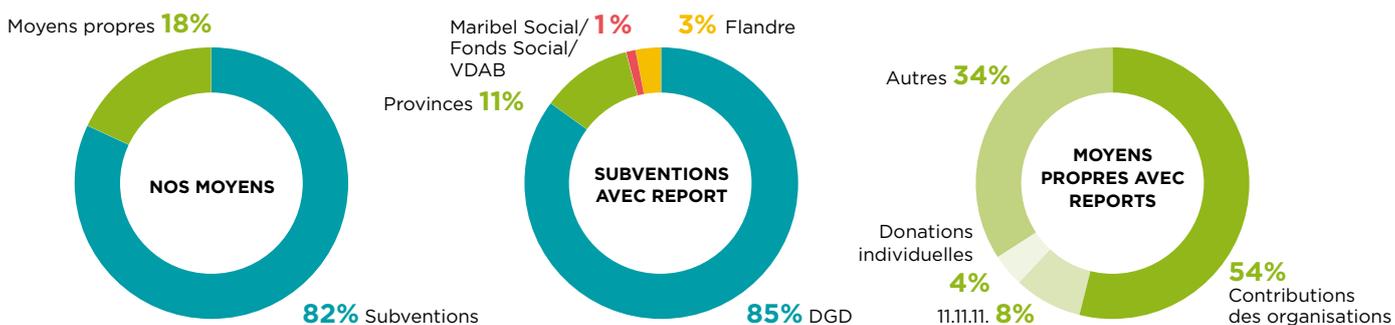


2024 en chiffres

Revenus d'exploitation

82 % des recettes proviennent de subventions. Il s'agit principalement (pour 85 %) de fonds fédéraux provenant de la Direction générale de la coopération au développement (DGD) et de fonds provenant de la province de Flandre orientale (pour 11 %). La province soutient principalement des projets de développement dans la région de la Cordillère aux Philippines avec un budget annuel de 287 000 euros.

Les fonds propres représentent les 18 % restants : il s'agit principalement de contributions de fondations, d'organisations et de donateurs individuels, ainsi que de revenus provenant de la vente de certificats de carbone et de la location. 62 % proviennent des contributions d'organisations (dont 11.11.11), qui soutiennent ainsi structurellement une partie des programmes dans les pays partenaires.



REVENUS OPERATIONNELS	2024	2023
SUBVENTIONS	2.852.041,17	2.201.216,75
DGD	2.070.889,69	2.042.404,16
Provinces	287.000,00	277.375,00
Maribel Social/Fonds Social/VDAB	42.020,39	58.535,39
Flandre	95.309,09	95.578,00
Villes et communes	11.226,47	15.841,86
Diverses	90,29	30.663,45
Solde de projet exercice comptable précédent	651.859,94	332.678,83
Report solde de projet exercice comptable prochain	-306.354,70	-651.859,94
MOYENS PROPRES	607.586,54	538.709,85
Contributions des organisations	320.637,34	255.720,68
11.11.11.	46.857,61	54.056,85
Revenus activités éducatives	358,06	288,00
Donations individuelles	26.567,53	25.676,46
Revenus diverses	206.458,73	181.403,88
Report exercice comptable précédent	37.212,30	58.776,29
Report exercice comptable prochain	-30.505,03	-37.212,30
TOTAL	3.459.627,71	2.739.926,60

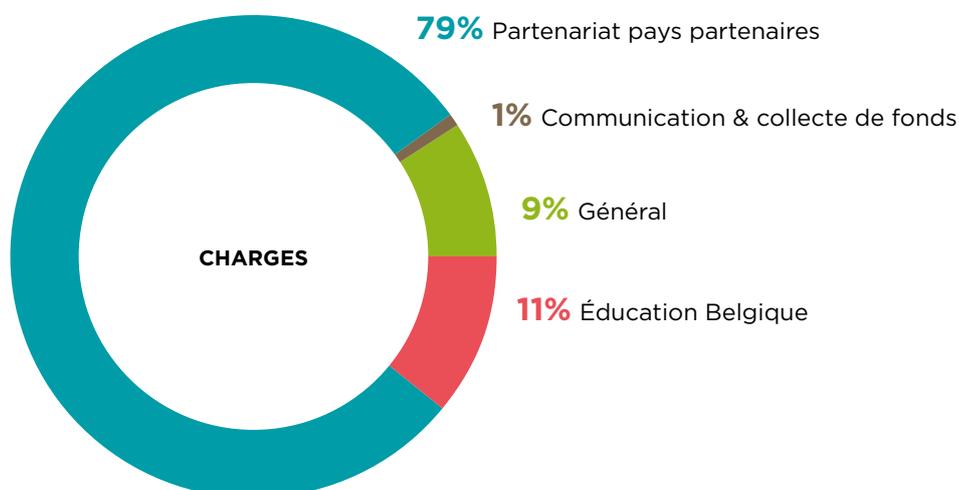


Les produits et les coûts d'exploitation ont augmenté de **26%** en raison de la mise en œuvre accrue de nos programmes et projets.

La destination de l'argent

90 % des coûts opérationnels de Solidagro sont des coûts pour les programmes dans les pays partenaires et des coûts pour les programmes éducatifs en Belgique. 10 % des coûts totaux sont consacrés à l'administration générale, à la communication et à la collecte de fonds.

Ici aussi, on constate une augmentation des coûts totaux par analogie avec les recettes en raison d'une plus grande mise en œuvre des programmes et des projets.



CHARGES OPERATIONNELS	2024	2023
ÉDUCATION BELGIQUE	373.187,34	272.707,88
Coûts de fonctionnement éducation	92.901,48	48.500,66
Effectifs	280.285,86	224.207,22
PARTENARIAT PAYS PARTENAIRES	2.741.431,19	2.119.354,42
Charges faites en Belgique pour programmes pays partenaires	51.275,67	37.724,14
Gestion programmes pays partenaires	73.796,73	30.756,43
Coopérants et effectifs locaux pays partenaires	206.327,68	212.308,41
Effectifs Belgique	244.280,57	165.910,67
Dépenses partenaires programmes pays partenaires	2.165.750,54	1.672.654,76
COMMUNICATION & COLLECTE DE FONDS	15.075,31	20.801,87
Collecte de fonds	5.291,45	5.834,54
Revue, site internet et autres	1.562,35	834,81
Effectifs	8.221,51	14.132,52
GÉNÉRAL	323.909,53	316.766,50
Coûts de fonctionnement généraux	67.522,26	63.175,48
Amortissements constructions, IT, et autres	44.970,95	45.824,08
Effectifs	211.416,32	195.766,94
Provisions DGD	0,00	12.000,00
TOTAL	3.453.603,37	2.729.630,66

 **DÉTERMINATION**
 90% de nos fonds vont aux programmes et projets dans les pays partenaires.

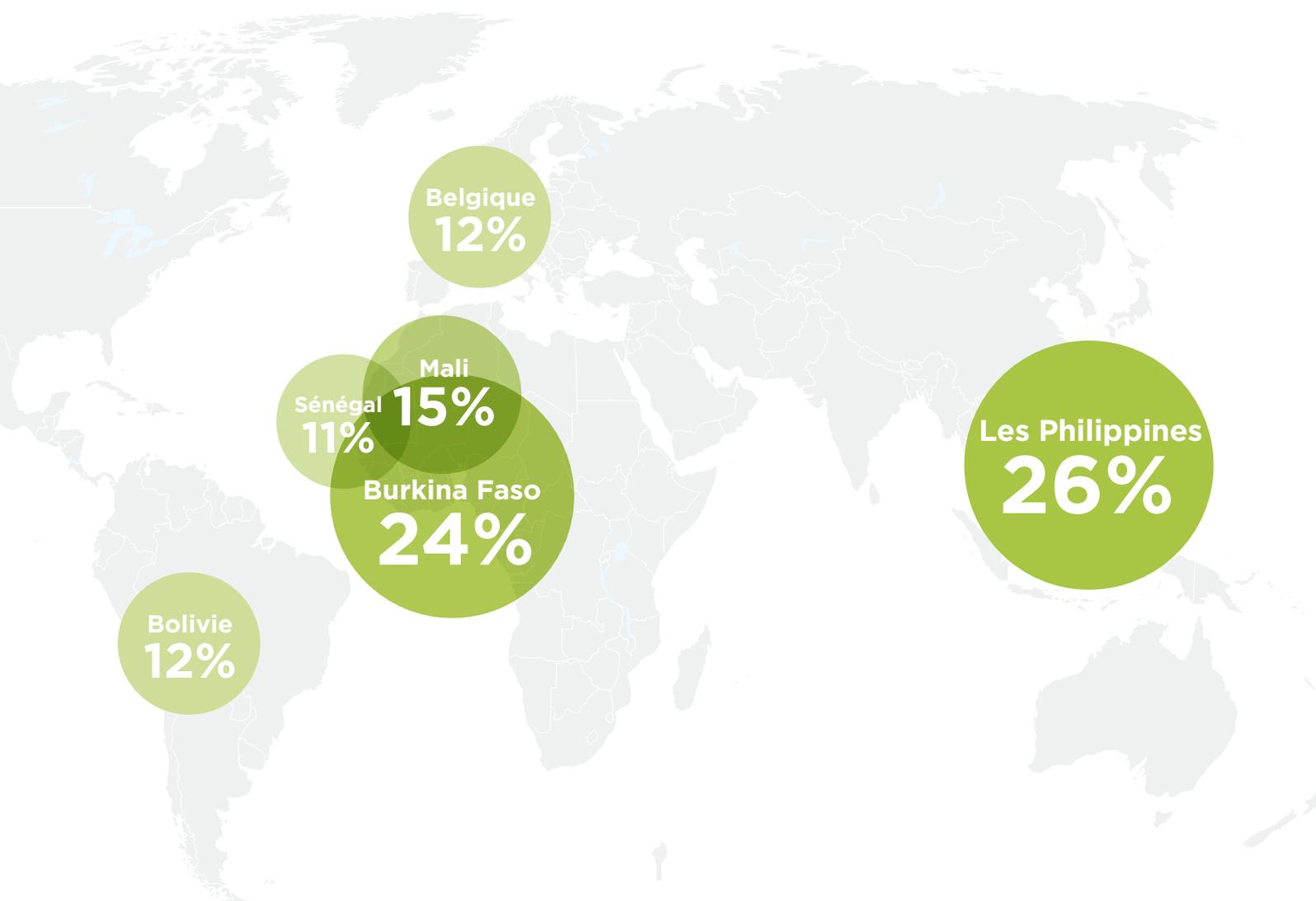
À quels pays partenaires l'argent est-il destiné ?

50 % des fonds vont à 3 pays d'Afrique de l'Ouest (le Burkina Faso 24 %, le Mali 15 % et le Sénégal 11 %), 26 % vont aux Philippines, 12 % à la Bolivie et 12 % à la Belgique.

Remarque

Le financement du programme Palestine se fait par le biais du programme conjoint avec Viva Salud.

DÉPENSES DES PAYS PARTENAIRES	2024	2023
Belgique	373.187,34	272.707,88
Bolivie	359.129,65	296.718,38
Burkina Faso	745.358,06	506.359,78
Philippines	814.380,64	630.365,77
Mali	476.707,09	396.803,51
Sénégal	345.855,74	289.106,98
TOTAL	3.114.618,53	2.392.062,30



Le résultat

Le résultat d'exploitation ou opérationnel est de 6.024,33 €. Avec le résultat financier et exceptionnel, nous terminons l'année avec un bénéfice de 7.485,61 €.

Après prise en compte de la perte reportée de l'année dernière (-10.099,81 euros), nous arrivons à une perte de -2.614,21 euros que nous reportons sur l'année suivante (voir bilan).

LE RÉSULTAT	2024	2023
Résultat d'exploitation	6.024,33	10.295,94
Résultat financier	1.461,27	-4.952,75
Résultat exceptionnel	0,00	0,00
TOTAL	7.485,61	5.343,19
Ajouts/retraits réserves	0,00	0,00
Résultat reporté	7.485,61	5.343,19
TOTAL	0,00	0,00

Le bilan

Le total du bilan diminue de 447.712 euros, en raison d'une plus grande utilisation des fonds reçus. Parmi les actifs, nous constatons cette diminution principalement au niveau des créances diverses à moins d'un an (125.493 euros) et des liquidités (366.476 euros).

Quant au passif, les principaux changements sont une diminution de 372.862 euros des subventions & contributions à reporter et de 85.357 euros des comptes de régularisation (principalement diminution des charges à payer).

ACTIF	2024	2023	PASSIF	2024	2023
ACTIFS IMMOBILISES	363.970,78	408.941,73	FONDS SOCIAL	323.472,60	315.987,00
Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	Fonds de l'association	28.118,54	28.118,54
Immobilisations corporelles	362.483,81	407.454,76	Fonds affectés	297.968,27	297.968,27
Constructions	362.483,81	407.454,76	Fonds projets	136.677,30	136.677,30
Installations, équipement	0,00	0,00	Passif social	161.290,97	161.290,97
Machines	0,00	0,00	Résultat positif (négatif) reporté	-2.614,21	-10.099,81
Informatique	0,00	0,00	PROVISIONS	12.000,00	12.000,00
Mobilier et matériel bureau	0,00	0,00	DETTES	1.126.479,82	1.581.677,06
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	Dettes à plus d'un an	134.617,08	164.682,38
Immobilisations financières	1.486,97	1.486,97	Crédits constructions	134.617,08	164.682,38
Cautions et acomptes	1.486,97	1.486,97	Dettes à un an au plus	932.550,81	1.272.325,87
			Crédits constructions	30.038,19	37.128,13
ACTIFS CIRCULANTS	1.097.981,64	1.500.722,33	Fournisseurs	68.650,97	65.263,05
Créances à un an au plus	334.869,39	430.816,54	Impôts, rémunérations, charges sociales	108.262,85	84.533,35
Clients	86.421,31	37.060,98	Subventions à rembourser	280.478,71	276.411,88
Subventions à recevoir	4.147,40	23.961,65	Subventions et contributions à reporter	365.357,52	738.219,81
Créances diverses	244.300,68	369.793,91	Contributions propres prochain exercice	30.505,03	37.212,30
Valeurs disponibles	509.174,89	875.650,83	Dettes diverses	49.257,54	33.557,35
Comptes de régularisation	253.937,36	194.254,96	Comptes de régularisation	59.311,93	144.668,81
TOTAL DE L'ACTIF	1.461.952,42	1.909.664,06	TOTAL DU PASSIF	1.461.952,42	1.909.664,06

Perspectives

Tu veux en savoir plus sur les projets des pays partenaires ?
Tu les trouveras par page pays aux pages 10 à 18.



Ouverture des inscriptions au Balloon Run 2025

Envie d'un défi et d'une chance de donner un coup de pouce aux agriculteurs du monde entier ? Cours, marche ou roule avec l'équipe de Solidagro le dimanche 8 septembre pendant Balloon Run à Saint-Nicolas ! Inscris-toi via www.solidagro.be/balloon-loop pour les 5 ou 10 kilomètres et lance ta propre page d'action pour récolter des soutiens. Avec ta participation, tu t'engages littéralement et au figuré pour le droit à l'alimentation pour tous. Bien sûr, tu es également le bienvenu pour parrainer nos athlètes ou les soutenir pendant la course elle-même.

Les Brigades d'Actions Paysannes retournent sur le terrain

Dans toute la Flandre, des citoyens s'engagent en faveur d'une agriculture agroécologique. En 2025, tu pourras à nouveau retrousser tes manches : semer, désherber, récolter et, entre-temps, faire connaissance avec les agriculteurs de ta région. Pendant les journées coopératives, tu en apprendras plus sur l'alimentation locale et durable et tu coopéreras. Les Brigades d'Actions Paysannes sont une initiative de Solidagro, Wervel et FIAN Belgique visant à rapprocher les agriculteurs et les citoyens. Consulte les dernières nouvelles sur www.landbouwbrigades.be.*

*La version en français de ce projet est gérée par d'autres organisations.

A la recherche de bénévoles pour un tout nouveau projet pour la jeunesse

Nous recherchons des bénévoles engagés pour soutenir les jeunes (16-19 ans) dans leur développement en tant que citoyens du monde. Ensemble, nous travaillerons sur des thèmes sociaux tels que le genre et l'agroécologie lors d'échanges entre la Belgique, le Maroc et le Sénégal. Tu as la possibilité de te joindre au voyage (si tu le souhaites) et d'aider à façonner les échanges. Nous pensons que tout le monde peut jouer un rôle, car en plus des activités, il faut travailler autour de la communication, du contenu, des médias sociaux, du recrutement et du tableau financier. Quelque chose pour toi ou quelqu'un que tu connais ? Envoie un courriel à sverre.pots@solidagro.be.

Des films qui font rêver et réfléchir

Du 10 novembre au 10 décembre, la cinquième édition de Food.Film.Fest se déroulera dans toute la Flandre. En collaboration avec Voedsel Anders et de nombreux bénévoles et exploitations agricoles, nous faisons venir cinq films puissants dans votre quartier, souvent accompagnés d'une introduction et/ou d'une discussion après la projection et d'autres activités annexes telles que des foires aux semences. L'année dernière, il y a eu 275 projections !



Malheureusement, l'organisation des projections est réservée aux organisateurs néerlandophones.



Pas d'action sans stratégie : notre plan pluriannuel

L'année dernière, toute l'équipe de Solidagro s'est mise en route pour élaborer une stratégie pour les 5 à 10 prochaines années. Pour ce faire, nous avons cherché à répondre à des questions fondamentales telles que «qui sommes-nous ?», «où voulons-nous aller ?» et «comment y arriver ?». Nous nous sommes également attelés à travailler sur la manière dont nous nous situons les uns par rapport aux autres et par rapport au monde extérieur, pour finalement aboutir à un plan à long terme soutenu.

Nous faisons du bon travail et ne cherchons donc pas à changer de cap. Les principes fondamentaux tels que l'approche basée sur les droits - le droit de chacun à une alimentation saine - et l'agroécologie en tant que réponse aux défis auxquels l'agriculture est confrontée aujourd'hui, restent centraux. Cependant, nous étions prêts à rafraîchir et à affiner notre stratégie.

Pour ce faire, nous avons cherché des points de tension : où les choses se gâtent-elles et sur quels thèmes pouvons-nous avoir des débats intéressants ? Cela nous a conduits à dix sujets, sur lesquels nous avons travaillé en petits groupes. Nous avons par exemple discuté de la meilleure façon de faire passer notre message et du rôle que Solidagro devrait jouer dans le travail politique dans les pays autres que la Belgique.

Chacun a pu réfléchir et discuter activement sur les thèmes. Guidés par une personne extérieure à l'organisation et experte en matière d'implication des personnes dans les décisions, nous avons rédigé un texte d'environ 15 pages. Ce plan pluriannuel nous donne une orientation claire pour les 5 à 10 prochaines années.

Du principe à la pratique : notre orientation stratégique

Pour mettre en pratique nos principes fondamentaux (ce que nous voulons faire), nous avons quatre piliers stratégiques (comment nous voulons le faire). Ils donnent forme à notre théorie du changement ou 'theory of change', qui a fait l'objet de recherches approfondies. L'équipe a constaté que ces principes n'ont pas besoin de changer et sont toujours d'actualité :

- diffuser et soutenir les pratiques agroécologiques ;
- renforcer le mouvement agroécologique mondial ;
- le plaidoyer politique ;
- l'éducation et la sensibilisation.

Ces piliers restent le fondement de notre travail, avec un ensemble diversifié de partenaires dans nos pays de travail - y compris en Belgique. Pour changer le système alimentaire, nous relions les consommateurs, les producteurs, les mouvements sociaux et les décideurs politiques autour d'une théorie commune du changement. Nous encourageons également les échanges entre partenaires d'une même région, comme le Burkina Faso et la Tanzanie ou la Bolivie et le Pérou. C'est ainsi que nous renforçons ensemble le mouvement agroécologique.

Construire ensemble une organisation apprenante

Nous sommes plus forts lorsque nous apprenons et décidons ensemble. C'est pourquoi nous prévoyons la mise en place de comités consultatifs, composés de personnes issues de notre organisation et de l'extérieur. De cette façon, nous apportons ensemble des voix différentes à la table. Nous nous concentrons également sur une plus grande diversité dans notre équipe et cherchons de nouveaux moyens durables pour financer notre travail.



Collègues de Bolivie, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et de Belgique : ensemble, nous avons élaboré un plan pluriannuel soutenu © Solidagro



Une partie de l'équipe lors de la Semaine Solidagro en 2024 © Solidagro.

Campagne 2025 : les semences appartiennent à tout le monde !

Les grandes entreprises tentent de contrôler de plus en plus ce que nos agriculteurs sèment, influençant ainsi ce que nous mangeons. Des règles européennes plus strictes menacent les droits des agriculteurs à utiliser leurs propres semences, tandis que des groupes de pression veulent faire passer les OGM. En conséquence, nous risquons de perdre notre choix d'aliments sains et sans OGM. C'est à la fois injuste et dangereux. En novembre, nous défendrons nos semences, notre nourriture et notre liberté. Rejoins-nous et fais la différence !

RETENEZ LA DATE !

Le 28 février 2026, une nouvelle édition du Kiemkracht aura lieu à VIERNULVIER et à l'abbaye Saint-Pierre de Gand, cette fois sur le thème des semences. Kiemkracht est le festival flamand de l'agroécologie que Solidagro coorganise depuis plusieurs années. Restez à l'écoute via nos réseaux sociaux !

En 2024 (voir aussi le rapport annuel p. 9), nous t'avons emmené dans le monde des semences, la source de toute notre alimentation végétale. Sans s'en rendre compte, nos hommes politiques décident actuellement de l'avenir de notre alimentation. Il est important que ta voix et celle du mouvement agroécologique y soient suffisamment entendues.

« Pour nous et Tous les agriculteurs et agricultrices (biodynamiques), cet assouplissement signifierait la fin des semences libres. Nos propres poireaux, issus de nos propres graines, dont on est si fiers et que vous appréciez tant. Cultiver les graines de ces poireaux deviendrait alors un risque professionnel, car on risquerait le croisement avec des semences OGM brevetées et des poursuites financières. »

Ruben Segers de Kollebloem,
ferme biologique

Actuellement, dans la politique européenne, nous entendons surtout la voix des multinationales et de leurs lobbyistes. Sous le couvert d'innovation, ils veulent revendiquer la propriété des plantes. Nous le voyons dans les nouvelles propositions de la Commission européenne : la révision de la législation sur les semences impose des règles supplémentaires aux agriculteurs qui veulent utiliser leurs propres semences, tandis que la législation sur les OGM pourrait être assouplie. Les agriculteurs perdent donc leur droit à la libre utilisation des semences, et les OGM risquent de se retrouver plus facilement dans nos champs et nos supermarchés - sans étiquetage clair ni recherche à long terme.

Notre campagne ne concerne pas seulement les semences, mais l'avenir de notre alimentation. Il s'agit de savoir qui décide de ce que nous mangeons. De la justice, de la biodiversité et de la solidarité avec les pays du Sud. Et tu peux nous aider à faire la différence.

Es-tu également préoccupé par les aliments génétiquement modifiés ? Veux-tu des lois qui respectent la liberté de nos agriculteurs ?

Alors soutiens notre campagne en faisant un don sur www.solidagro.be/doneer.



Partenaires, équipe & colophon

BELGIQUE

Partenaires locaux :

11.11.11
Broederlijk Delen
Compagnie Cordiale
Dwagulu Dekkente
FIAN Belgique
Fédération des ONG
Haute Ecole Odisee
Oxfam Magasins du Monde Saint-Nicolas
Quinoa
Ville de Saint-Nicolas
Viva Salud
Wervel

Partenaires financiers :

Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Province de Flandre orientale
Ville de Saint-Nicolas
Agence foncière flamande

Mise en réseau :

Voedsel Anders
Coalition contre la faim

BOLIVIE

Partenaires locaux :

Centro de Comunicación y Desarrollo Andino (CENDA)
Fundación Agrecol Andes (Agrecol)
Fondation Gaia Pacha

Partenaires financiers :

11.11.11
Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Fonds BVLA via la Fondation Roi Baudouin
Commune de Destelbergen
Province de Flandre orientale

Mise en réseau :

Movimiento Agroecológico Boliviano (MAB)

BURKINA FASO

Partenaires locaux :

Association les Mains Unies du Sahel (AMUS)
Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Rural (APEDR)
Association Song Koaadba (ASK)
Association Pag-La-Yiri (PLY)

Partenaires financiers :

11.11.11
Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Fondation Eurofins
Fondation Elisabeth & Amélie
Southpole

Mise en réseau :

Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNA-Bio)

LES PHILIPPINES

Partenaires locaux :

Centre pour les programmes de développement dans la Cordillère (CDPC)
Réseau d'initiatives communautaires sur le changement climatique (CCNCI)
Magsasaka at Siyentipiko para sa Pag-unlad ng Agrikultura (MASIPAG)
Réseau philippin des programmes de sécurité alimentaire (PNFSP)

Partenaires financiers :

11.11.11
Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)
Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Province de Flandre orientale
Fondation Elisabeth & Amélie via la Fondation Roi Baudouin
Fondation Ronoylion
VIKAP (Programme flamand d'action internationale pour le climat)

Réseaux :

Agroécologie X (via MASIPAG)

MALI

Partenaires locaux :

Association Recherche Action Femmes et Développement (ARAFD)
Groupe d'Animation et Actions au Sahel - Mali (GAAS-Mali)
Terre Douce d'Afrique (TDA)

Partenaires financiers :

Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Kanaga asbl
Wateraid
11.11.11

PALESTINE

Partenaires locaux :

Centre Bisan pour la recherche et le développement
Palestinian Agroecological Forum (PAF)

Partenaire financier :

Direction générale de la coopération au développement (DGD)

SÉNÉGAL

Partenaires locaux :

Association Nationale des Programmes de Développement Intégré (ANPDI)
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
Caritas Kaolack

Partenaires financiers :

Direction générale de la coopération au développement (DGD)
Fondation de France
Fondation Elisabeth & Amélie
11.11.11

Réseaux :

Dynamique pour une Transition Agro-écologique au Sénégal (dytaes).
Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal (CRAFS - via CNCR)

L'ÉQUIPE DE SOLIDAGRO EN MAI 2025

(par ordre alphabétique)

Alain Traoré

Représentant national Burkina Faso et Mali

An Neetsonne

Assistante RH

Annelore Reynvoet

Responsable du mouvement et de la communication

Annie Ouedraogo

Responsable administrative et financière Burkina Faso et Mali

Antia Gonzalez Filgueira

Responsable du consortium et du développement commercial

Charlotte Timmermans

Chargée de communication

Dennis Genesse

Responsable du programme Afrique de l'Ouest et Palestine

Doudou Diallo

Représentant national Sénégal

Elisa Tondeleir

Chargée de mission et de campagne

Gerben Van Houte

Gestionnaire de programme Belgique

Jaap Op de Coul

Représentant national Bolivie

Jan Mertens

Coordinateur financier et administratif

Katlijn Blondé

Chargée de projet 'Directeur de l'alimentation'

Luis Carlos Aguilar

Chef de programme Bolivie

Mahamoudou Diallo

Gestionnaire de programme Burkina Faso

Mame Khady Niane

Responsable du programme Sénégal

Nafissetou Ouedraogo

Gestionnaire de programme Burkina Faso

Olivier Zoungrana

Responsable financier audit et comptabilité

Pascal Van Driessche

Responsable du programme Bolivie et Philippines

Sadou Diallo

Responsable des finances et de l'administration Sénégal

Sarah Goyens

Coordinatrice du programme

Sverre Pots

Éducateur

Tim De Roeck

Directeur

CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2024

(par ordre alphabétique)

Els Cant

Leo Foubert

Lieven Bauwens

Marc Peeters

Paul Verbeke

Petra Vercruyssen

Philip De Klerck

COLOPHON

Montage principal et final : Charlotte Timmermans

Montage final : Bart Van Gasse

Textes : Charlotte Timmermans, Dennis Genesse, Elisa Tondeleir, Gerben Van Houte, Jaap Op de Coul, Pascal Van Driessche, Paul Verbeke, Sarah Goyens

Traduction en Français : DeepL Pro, révisé par Dominique Boone.

Photographie : Always Hungry, Solidagro et de nombreux partenaires

Mise en pages : Gunther Fobe

Remerciements à Bart Van Gasse et Dominique Boone.



Solidagro, avec des partenaires dans 7 pays, s'engage pour le droit à une alimentation saine et équitable, fabriquée dans le respect de l'environnement. Nous construisons un système alimentaire durable, de la ferme à l'assiette. Sans exploitation des personnes et de la nature.

Sans ton don, il n'y a pas de Solidagro.
Contribue dès aujourd'hui à un système alimentaire juste.
BE19 0012 1876 7412

Préfères-tu recevoir le rapport annuel sous forme numérique plutôt qu'imprimée à partir de l'année prochaine ? Merci d'indiquer tes préférences à l'adresse www.solidagro.be/fr/login.

Solidagro asbl
 Rue Mercator 81, 9100 Saint-Nicolas - 03/777 20 15
info@solidagro.be - www.solidagro.be

